

**Union européenne - Déclaration de  
la Haute représentante, au nom de  
l'UE, sur la République  
Démocratique du Congo**  
(Bruxelles, 22 novembre 2018)

1. L'Union européenne est un partenaire de longue date de la République Démocratique du Congo et de sa population et prête une attention constante à l'évolution politique, sécuritaire et humanitaire du pays.

2. Les élections prévues le 23 décembre 2018 constituent une opportunité historique pour la République Démocratique du Congo d'opérer le premier transfert démocratique et pacifique du pouvoir. L'Union européenne réitère son soutien à l'organisation d'un scrutin qui doit se tenir de manière inclusive, transparente, crédible et pacifique, dans le plein respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. L'Accord de la Saint Sylvestre et la résolution 2409 du Conseil de sécurité des Nations unies indiquent clairement à tous les acteurs politiques et aux autres parties prenantes les conditions à respecter pour une sortie de crise durable, la tenue d'élections crédibles et un transfert de pouvoir apaisé. L'Union européenne encourage toutes les parties concernées à les mettre en oeuvre.

3. Le gouvernement et la CENI ont une responsabilité majeure pour l'avenir du pays. Ils doivent oeuvrer à la bonne tenue des élections en respectant la date prévue et les standards de transparence et d'efficacité nécessaires. L'observation électorale indépendante, par des organisations régionales et par les acteurs de la société civile, joue un rôle clef. La participation réelle des femmes dans toutes les étapes du processus électoral doit être assurée.

L'UE encourage aussi le gouvernement à consolider la confiance des électeurs et la crédibilité du processus et à associer de manière transparente toutes les parties prenantes à l'ensemble du processus, ainsi qu'à garantir la liberté de l'espace politique. L'UE appelle l'ensemble des parties prenantes à s'abstenir de toute incitation à la violence, à respecter le code de conduite et les obligations en vigueur, et à régler de manière pacifique leurs différends. La liberté de la presse et de manifestation pacifique et l'accès équitable aux médias - dans le respect des obligations internationales de la RDC - constitueront également des éléments essentiels pour la crédibilité du processus.

4. La situation à l'est du pays nécessite davantage d'engagement de la part des autorités congolaises, aussi en vue de pouvoir y organiser le scrutin dans les meilleures conditions.

5. L'Union européenne suivra attentivement le déroulement des élections en RDC. La tenue d'élections inclusives, transparentes, crédibles et pacifiques sera importante pour son engagement futur en RDC avec les autorités démocratiquement élues pour le développement du pays dans l'intérêt de la population congolaise./.

